

L'internationaliste socialiste Hollande veut "suspendre" de l'UE les pays "d'extrême droite"

écrit par Alain de Catalogne | 26 février 2016



Hollande ose, Hollande ose tout : il est favorable à la suspension des pays gouvernés par l'extrême droite ! Suspension de l'UE !

La belle affaire, me direz-vous, elle n'existera plus bientôt.

Mais sur le fond, de quel droit le sieur Hollande se permet-ils de dicter à tous les gouvernants et peuples ses critères de recevabilité politique ?

Sur quels critères décidera-t-on qu'un pays est d'extrême-droite ? J'accuse Hollande d'être d'extrême droite pour avoir livré des armes à un pays comme l'Arabie Saoudite qui exécute chaque jour des condamnés à être décapité, qui mène une guerre sale au Yemen, qui discrimine les chrétiens, les juifs, les femmes les homos, bref un paysnazi !

Si on peut se gausser du personnage il n'empêche qu'il y a là, à nouveau, le vieux rêve de Hollande, celui de l'Internationale socialiste...

[Todd vs Hollande : KO en moins d'une minute par *vonderblob*](#)

Il est clair que Hollande souhaite faire d'une pierre deux coups : faire peur aux européistes qui pourraient néanmoins être tentés de voter Marine Le Pen et préparer l'opinion (internationale ?) à des mesures d'interdictions/dissolution du FN au nom de prétendus droits de l'homme.

Hollande favorable à la suspension des pays gouvernés par l'extrême droite

Par Francois le 25/02/2016

Le président français, François Hollande, a émis la possibilité de suspendre un État membre de l'Union européenne si un gouvernement d'extrême droite arrive au pouvoir. Un article de notre partenaire Deutsche Wirtschafts Nachrichten.

« Un pays peut être suspendu de l'Union européenne », a déclaré François Hollande sur France Inter le 18 février. « L'Europe a les outils juridiques pour empêcher un pays de violer les principes démocratiques », a-t-il ajouté.

« Quand la liberté des médias est en jeu ou quand les constitutions et les droits de l'Homme sont menacés, l'Europe ne peut pas simplement agir comme un filet de sécurité. Elle doit mettre en place des procédures pour suspendre les pays. Cela pourrait aller aussi loin que cela », a poursuivi le président.

À ce jour, aucun pays n'a été suspendu de l'Union européenne pour cette raison ou pour une autre. Pour François Hollande, des « vérifications » pourraient être nécessaires pour surveiller les changements proposés en Pologne.

<http://www.fdesouche.com/703583-hollande-favorable-la-suspension-des-pays-gouvernes-par-lextreme-droite>